

Modification de la réglementation relative à la procédure d'attribution des autorisations d'occupation temporaire concernant les zones de mouillages et d'équipements légers

Code général de la propriété des personnes publiques /Partie réglementaire/ Deuxième Partie/ Livre Ier/ Titre II/ Chapitre IV

VERSION INITIALE	VERSION MODIFIÉE (modifications apparantes)	COMMENTAIRE
Chapitre IV : dispositions particulières	Chapitre IV : dispositions particulières	
Section 1 : utilisation du domaine public maritime	Section 1 : utilisation du domaine public maritime	
VERSION INITIALE	VERSION MODIFIÉE (modifications apparantes ou en <i>italique</i>)	
Article R. 2124-4	Article R. 2124-4	Article 4 du décret n°2004-308
sous-section 1 : concessions d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports	sous-section 1 : concessions d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports	
Dès qu'il est saisi de la demande, le préfet consulte le préfet maritime ou le délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer.	Dès qu'il est saisi de lad'une demande <u>de concession</u> , le préfet consulte <u>lesoumet cette demande à l'avis du</u> préfet maritime ou <u>ledu</u> délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer. <u>Cet avis est joint au dossier soumis à l'instruction administrative et à l'enquête publique prévues ux articles R. 2124-6 et R. 2124-7.</u>	Les modifications suggérées visent à préciser que l'avis du préfet maritime doit être rendu avant l'ouverture de l'instruction administrative, afin qu'il soit versé au dossier d'instruction et à l'enquête publique. Cette mesures constitue une clarification afin de mettre fin aux interprétations divergentes des services gestionnaires et à mettre en cohérence cette procédure avec celle retenue pour les concessions de plage.
Article R. 2124-6	Article R. 2124-6	Article 6 du décret n°2004-308
La demande fait l'objet d'une instruction administrative conduite par le service gestionnaire du domaine public maritime qui consulte les administrations civiles, notamment le chef du service déconcentré chargé des affaires maritimes, ainsi que les autorités militaires intéressées. Le service gestionnaire du domaine public maritime recueille l'avis du directeur départemental des finances publiques qui est chargé de fixer les conditions financières de la concession. Le projet est soumis à l'avis de la commission nautique locale ou de la grande commission nautique conformément aux dispositions des <u>articles 1er à 3 du décret n° 86-606 du 14 mars 1986</u> relatif aux commissions nautiques. L'avis du préfet maritime ou du délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer est joint au dossier soumis à consultation. Le projet est soumis pour avis aux communes et établissements publics de coopération intercommunale territorialement intéressés et aux communes et établissements publics de coopération intercommunale dans le ressort desquels, au vu des éléments du dossier, l'opération est de nature à entraîner un changement substantiel dans le domaine public maritime. L'absence de réponse dans le délai de deux mois vaut avis favorable. A l'issue de l'instruction administrative, le service gestionnaire du domaine public maritime transmet le dossier au préfet avec sa proposition et, si le projet paraît pouvoir être accepté, un projet de convention.	La demande fait l'objet d'une instruction administrative conduite par le service gestionnaire du domaine public maritime qui consulte les administrations civiles, notamment le chef du service déconcentré chargé des affaires maritimes, ainsi que les autorités militaires intéressées. Le service gestionnaire du domaine public maritime recueille l'avis du directeur départemental des finances publiques, qui est chargé de fixer les conditions financières de la concession. Le projet est soumis à l'pour avis deà la commission nautique locale ou deà la grande commission nautique conformément aux dispositions des <u>articles 1er à 3 du décret n° 86-606 du 14 mars 1986</u> relatif aux commissions nautiques. L'avis du préfet maritime ou du délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer est joint au dossier soumis à consultation. Le projet est soumis pour avis aux communes et établissements publics de coopération intercommunale territorialement intéressés et aux communes et établissements publics de coopération intercommunale dans le ressort desquels, au vu des éléments du dossier, l'opération est de nature à entraîner un changement substantiel dans le domaine public maritime. <u>Le délai imparti pour rendre les avis prévus aux alinéas précédents est de deux mois.</u> L'absence de réponse dans <u>lece</u> délai de deux mois vaut avis favorable. A l'issue de l'instruction administrative, le service gestionnaire du domaine public maritime transmet le dossier au préfet avec sa proposition et, si le projet paraît pouvoir être accepté, un projet de convention.	Les modifications suggérées visent à préciser la liste des administrations et instances à consulter dans le cadre de l'instruction des demandes de concession d'utilisation du domaine public maritime.
sous-section 3 : zones de mouillages et d'équipements légers sur le domaine public maritime	sous-section 3 : zones de mouillages et d'équipements légers sur le domaine public maritime	

Article R. 2124-39	Article R. 2124-39	Article 1 du décret n°91-1110
L'occupation temporaire du domaine public maritime, en dehors des limites des ports, en vue de l'aménagement, de l'organisation et la gestion des zones de mouillages et d'équipements légers destinées à l'accueil et au stationnement des navires et bateaux de plaisance fait l'objet d'une autorisation dans les conditions fixées par les dispositions de la présente sous-section et des articles D. 341-2, R. 341-4 et R. 341-5 du code du tourisme.	L'occupation temporaire du domaine public maritime, en dehors des limites administratives des ports, en vue de l'aménagement, de l'organisation et la gestion des zones de mouillages et d'équipements légers, destinées à l'accueil et au stationnement des navires de plaisance et bateaux visés à l'article L. 5000-2 du code des transports , fait l'objet d'une autorisation délivrée dans les conditions fixées par les dispositions de la présente sous-section et des articles D. 341-2, R. 341-4 et R. 341-5 du code du tourisme.	<i>Les modifications suggérées visent à préciser les zones dans lesquelles l'implantation des ZMEL est possible (hors des limites administratives des ports) et les types de navires admis dans les ZMEL. Le renvoi à l'article L. 5000-2 du code du transports permet d'écarter la possibilité d'accueillir des structures artificielles flottantes, qui peuvent être immatriculées au titre de la plaisance alors qu'elles ne sont pas destinées à la navigation maritime. La ZMEL pourrait toutefois accueillir d'autres navires que ceux destinés à la plaisance (transport passagers, pêche, etc.) dans un souci de résorption des pressions sur le milieu marin liées aux mouillages.</i>
Article R. 2124-40	Article R. 2124-40	Article 2 du décret n°91-1110
Dans les zones de mouillage et d'équipements légers, les travaux et équipements réalisés ne doivent en aucun cas entraîner l'affectation irréversible du site. En particulier, aucun ouvrage permanent n'est autorisé sur le sol de la mer en dehors des équipements d'amarrage et de mise à l'eau. Seuls sont permis, sur le rivage et les lais et relais de la mer, des équipements et installations mobiles et relevables dont la nature et l'importance sont compatibles avec l'objet de l'autorisation, sa durée et l'obligation de démolition prévue à l'article R. 2124-51 .	Dans les zones de mouillage et d'équipements légers, les travaux et équipements réalisés ne doivent en aucun cas entraîner l'affectation irréversible du site. En particulier, aucun ouvrage permanent n'est autorisé sur le sol de la mer en dehors des équipements d'amarrage et de mise à l'eau. Seuls sont permis, sur le rivage et les lais et relais de la mer, des seuls sont admis les équipements destinés exclusivement à l'amarrage ou la mise à l'eau des navires et les équipements et installations mobiles et relevables dont la nature et l'importance sont compatibles avec l'objet de l'autorisation, sa durée et l'obligation de démolition prévue à l'article R. 2124-51 .	<i>Les modifications suggérées visent à clarifier les types d'équipements et installations admis dans les ZMEL sans distinction entre les dépendances du DPM naturel. En l'occurrence, il est proposé de généraliser le principe de "mobilité et relevabilité" des équipements à l'ensemble du périmètre de la ZMEL (plus de distinction entre le sol de la mer et le rivage ou les lais et relais). De plus, les ouvrages permanents destinés à l'amarrage des navires <u>mais aussi</u> aux opérations d'embarquement et débarquement de passagers, tels que ce peut être le cas des pontons, ne sont pas admis. Le caractère permanent des ouvrages n'est plus exclusif, car certains ouvrages peuvent aussi bien être "légers, mobiles et relevables" tout en étant implanté en permanence dans la ZMEL. Le caractère "léger" des équipements s'appréciera en outre selon les effets de leur implantation sur le DPM naturel.</i>
Article R. 2124-41	Article R. 2124-41	Article 3 du décret n°91-1110
La demande d'autorisation, adressée au préfet, est accompagnée d'un rapport de présentation, d'un devis des dépenses envisagées, d'une notice descriptive des installations prévues, d'un plan de situation et d'un plan de détail de la zone faisant ressortir l'organisation des dispositifs des mouillages ainsi que des installations et des équipements légers annexes au mouillage. Le rapport de présentation indique les modalités de prise en compte de la vocation et des activités de la zone concernée et des terrains avoisinants, des impératifs de sécurité des personnes et des biens notamment du point de vue de la navigation, des conditions de préservation des sites et paysages du littoral et des milieux naturels aquatiques ainsi que des contraintes relatives à l'écoulement et à la qualité des eaux.	La demande d'autorisation, qui peut être adressée au préfet par voie électronique , est accompagnée d'un dossier comportant :- 1° un rapport de présentation du projet et de ses incidences potentielles sur l'environnement ; ; d' 2° Un devis des dépenses envisagées; ; d' 3° Une notice descriptive des installations prévues; ; d' 4° Un plan de situation et d' un plan de détail de la zone, faisant ressortir l'organisation des dispositifs des mouillages ainsi que des installations et des équipements légers annexes au mouillage. 5° Une copie du dossier d'examen au cas par cas transmis à l'autorité environnementale au titre de l'article L. 122-2 du code de l'environnement. Le rapport de présentation indique précise en outre les modalités de prise en compte de la vocation et des activités de la zone concernée et des terrains avoisinants, des impératifs de sécurité des personnes et des biens notamment du point de vue de la navigation, des conditions de préservation des sites et paysages du littoral et des milieux naturels aquatiques, ainsi que des contraintes relatives à l'écoulement et à la qualité des eaux.	<i>Les modifications suggérées visent à imposer une transmission des demandes d'autorisation par voie électronique et à compléter la liste des pièces composant le dossier, notamment en invitant le demandeur à étudier les incidences de son projet sur l'environnement et à intégrer les procédures du code de l'environnement (demande d'examen au cas par cas).</i>
Article R. 2124-42	Article R. 2124-42	Article 4 du décret n°91-1110
Lorsqu'une commune ou un groupement de communes compétent sur	Lorsqu'une commune ou un groupement de communes compétent sur	<i>Les modifications suggérées visent également à introduire une</i>

<p>le territoire desquels l'implantation est prévue le demandent, l'autorisation leur est accordée par priorité. Ils déposent leur demande selon les modalités prévues à l'article R. 2124-41.</p> <p>Lorsque la demande émane d'une autre personne publique ou privée, elle est notifiée à la commune ou au groupement de communes compétent. Pour faire valoir la priorité prévue à l'article L. 2124-5, la commune ou le groupement de communes disposent d'un délai de trois mois à compter de cette notification. La commune ou le groupement de communes qui ont fait connaître dans ce délai leur décision d'exercer leur droit de priorité disposent alors d'un délai de six mois pour déposer leur propre demande.</p> <p>Ce droit de priorité peut être exercé à chaque délivrance d'une nouvelle autorisation, sous réserve, s'il y a lieu, de l'indemnisation du précédent titulaire dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article R. 2124-48.</p>	<p>le territoire desquels l'implantation est prévue le demandent, l'autorisation leur est accordée par priorité. Ils déposent leur demande selon les modalités prévues à l'article R. 2124-41.</p> <p>Lorsque la demande d'autorisation émane d'une autre personne publique ou privée, elle est immédiatement notifiée à la commune ou au groupement de communes compétent. La priorité prévue à l'article L. 2124-5Pour faire valoir La commune ou le groupement de communes disposent alors d'un délai de troisdeux mois à compter de cette notification pour faire valoir la priorité prévue à l'article L. 2124-5. La commune ou le groupement de communes qui onta fait connaître dans ce délai leursa décision d'exercer leurson droit de priorité dispose alorsle cas échéant, d'un délai de six mois pour déposer leursa propre demande. En l'absence de réponse ou en cas de renonciation explicite de la commune ou du groupement de communes à son droit de priorité dans ce délai et lorsque la demande est formulée en vue d'une exploitation économique, le préfet organise librement une procédure de sélection préalable dans les conditions prévues aux articles L. 2122-1-1 et L. 2122-1-4.</p> <p>Ce droit de priorité des communes ou groupements de communes compétents peut être exercé à chaque délivrance d'une nouvelle autorisation, sous réserve, s'il y a lieu, de l'indemnisation du précédent titulaire dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article R. 2124-48.</p>	<p><i>procédure de publicité et de sélection en cas de renonciation du "bloc communal" (communes et groupement de communes) à exercer son droit de priorité, de façon à respecter l'esprit de l'ordonnance du 19 avril 2017.</i></p> <p><i>Enfin, le délai pour exercer le droit de priorité est ramené à deux mois afin de raccourcir les délais d'instruction. Cela occasionnera également un "tri naturel" car, les petites communes (qui réunissent rarement leur conseil municipal tous les deux mois) ne seront pas toujours en mesure d'exercer leur droit de priorité. Cela favorisera sans doute la gestion des ZMEL par des structures mieux dotés en moyens et à une échelle plus cohérente.</i></p>
<p>Article R. 2124-43</p> <p>La demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est instruite sous l'autorité du préfet par le chef du service déconcentré chargé des affaires maritimes, en liaison avec le préfet maritime ou le délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer.</p> <p>Elle est soumise pour avis aux services et organismes intéressés, et notamment :</p> <p>1° A la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;</p> <p>2° A la commission nautique locale prévue par le décret n° 86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques ;</p> <p>3° A l'organe délibérant des communes ou du groupement de communes compétent dans le ressort desquels se trouve le site objet de la demande, lorsque ceux-ci ont renoncé à leur droit de priorité ;</p> <p>4° Au directeur départemental des finances publiques. Le directeur départemental des finances publiques fixe en outre le montant de la redevance domaniale.</p> <p>Faute de réponse dans un délai de trois mois à compter de la transmission de la demande, les avis mentionnés aux 1°, 2° et 3° sont réputés favorables.</p>	<p>Article R. 2124-43</p> <p>I. — La demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est instruite sous l'autorité du préfet par le chef du service déconcentré chargé des affaires maritimes, en liaison avec le préfet maritime ou le délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer.</p> <p>II. — Elle est soumise pour avis aux services et organismes intéressés, et notamment :</p> <p>1° A la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, lorsque le projet est situé dans un espace remarquable au sens de l'article L. 121-23 du code de l'urbanisme ;</p> <p>2° A la commission nautique locale prévue par le décret n° 86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques ;</p> <p>3° A l'organe délibérant des la communes ou du groupement de communes compétent dans le ressort desquels se trouve le site objet de la demande, lorsque ceux-ci ont renoncé à leur droit deil a renoncé à la priorité prévue à l'article L. 2124-5 ;</p> <p>4° Au directeur départemental des finances publiques. Le directeur départemental des finances publiques qui fixe en outre le montant de la redevance domaniale.</p> <p>5° A l'établissement public du parc national, lorsque la demande d'autorisation concerne l'aire maritime adjacente au cœur du parc national, au sens des articles L. 331-1 et suivants du code de l'environnement ;</p> <p>6° A l'Agence française pour la biodiversité ou par délégation, au conseil de gestion, lorsque la demande d'autorisation concerne un parc naturel</p>	<p>Article 5 du décret n°91-1110</p> <p><i>Les modifications suggérées visent à préciser les conditions de consultation de la CDNPS, notamment en la limitant au cas où les projets sont situés dans un espace remarquable, et à mettre en cohérence la procédure de consultation avec celles introduites au code de l'environnement relatives à l'intervention des parcs nationaux, parcs naturels régionaux, réserves naturelles, parcs naturels marins et du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.</i></p> <p><i>NB: même lorsque la ZMEL n'est projetée dans aucun des périmètres particuliers visés à cet article, la prise en compte des impératifs de préservation des sites, des paysages du littoral et des ressources biologiques, ainsi que la compatibilité avec les objectifs environnementaux des PAMM, demeurent toutefois requises pour la délivrance de l'autorisation domaniale, conformément aux dispositions de l'article L.2124-1 relatif aux décisions d'occupation et d'utilisation du DPM naturel.</i></p>

	<p>marin, au sens de l'article L.334-4 du code de l'environnement ;</p> <p>7° Au syndicat mixte de gestion du parc naturel régional, lorsque la demande d'autorisation concerne les zones du parc ou son périmètre d'étude, au sens de l'article L.333-1 du code de l'environnement.</p> <p>III. – L'avis prévu au 6° du II est conforme lorsque la demande d'autorisation est susceptible d'altérer de façon notable le milieu marin d'un parc naturel marin, au sens des dispositions de l'article L. 334-5 du code de l'environnement.</p> <p>IV. – Lorsque l'occupation est projetée dans le domaine relevant de la compétence du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, au sens de l'article L.322-9 du code de l'environnement, la demande d'autorisation est soumise à l'avis conforme du directeur du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ou, sur délégation, du délégué de rivage du Conservatoire territorialement compétent.</p> <p>V. – Lorsque l'occupation est projetée dans le périmètre d'une réserve naturelle en projet au sens de l'article L. 332-6 du code l'environnement, la demande d'autorisation est soumise à l'avis conforme de l'autorité administrative compétente pour autoriser spécialement une modification de l'état des lieux de la réserve ou de leur aspect.</p> <p>VI. – Lorsque l'occupation est projetée dans le périmètre d'une réserve naturelle classée, au sens de l'article L. 332-1 du code de l'environnement, la demande d'autorisation est soumise à l'avis conforme :</p> <p>1° Du représentant de l'État dans la région, après avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel compétent visé au III de l'article L. 411-1 du code de l'environnement, du comité consultatif de la réserve et du ou des conseils municipaux intéressés, si la demande d'autorisation concerne une réserve naturelle nationale ou une réserve naturelle de Corse classée par l'État;</p> <p>2° Du conseil régional compétent, après avis du conseil scietifique régional du patrimoine naturel compétent visé au III de l'article L. 411-1 du code de l'environnement, du comité consultatif de la réserve et du ou des conseils municipaux intéressés, si la demande d'autorisation concerne une réserve naturelle, du comité consultatif de la réserve et du ou des conseils municipaux intéressés, si la demande d'autorisation concerne une réserve naturelle régionale;</p> <p>3° De l'Assemblée de Corse, après avis du comité consultatif de la réserve et du ou des conseils municipaux intéressés, si la demande d'autorisation concerne une réserve naturelle classée par la collectivité territoriale de Corse. Si cette réserve a été classée à la demande de l'État, l'avis du préfet de Corse est également requis.</p> <p>VII.– Faute de réponse dans un délai de troisdeux mois à compter de la transmission de la demande, les avis mentionnés aux 1°, 2° et 3° présent article, à l'exception de celui prévu au 4° du II, sont réputés favorables.</p>	
Article R. 2124-44	Article R. 2124-44	Article 6 du décret n°91-1110
Dans le cas où l'autorisation demandée entraîne un changement	Pas de modification	

substantiel dans l'utilisation du domaine public maritime, le dossier est soumis par le préfet à une enquête publique selon les modalités prévues aux articles R. 123-2 à R. 123-27 du code de l'environnement. Le dossier est complété par le demandeur à cet effet.		
Article R. 2124-45	Article R. 2124-45	Article 7 du décret n°91-1110
<p>L'autorisation d'occupation est délivrée par arrêté du préfet pris conjointement avec le préfet maritime ou le délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer. Elle comporte la délimitation de la zone et définit les conditions de son aménagement et de son fonctionnement en prenant en compte les impératifs et objectifs mentionnés à l'article R. 2124-41. Elle énonce notamment les prescriptions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.</p> <p>Elle fixe la période annuelle d'exploitation de la zone ainsi que la proportion des postes de mouillage réservés aux associations et aux navires ou bateaux de passage. La proportion des postes réservés aux navires ou bateaux de passage ne peut être inférieure à 25 %.</p> <p>L'autorisation précise si l'utilisation des mouillages est subordonnée au règlement par l'utilisateur d'une redevance pour services rendus.</p> <p>Elle ne vaut pas autorisation au titre de la police des eaux.</p>	<p>L'autorisation d'occupation est octroyée par la voie d'une convention qui fixe les conditions et modalités d'occupation du domaine public maritime aux fins de l'aménagement, l'organisation et la gestion de la zone de mouillage et d'équipements légers.</p> <p>L'autorisationCette convention d'occupation est délivrée approuvée par arrêté du préfet pris conjointement avec le préfet maritime ou le délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer. Elle comporte la délimitation de la zone et définit les conditions de son aménagement et de son fonctionnement en prenant en compte les impératifs et objectifs mentionnés à l'article R. 2124-41. Elle énonce notamment les prescriptions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.</p> <p>Elle fixe la période annuelle d'exploitation de la zone ainsi que la proportion des postes de mouillage réservés aux associations et aux navires ou bateaux de passage. La proportion des postes réservés aux navires ou bateaux de passage, qui ne peut être nulle, est fixée par le préfet, sur proposition du demandeur, en fonction du contexte et des caractéristiques de la navigation localene peut être inférieure à 25 %.</p> <p>Elle précise les modalités selon lesquelles le titulaire de l'autorisation présente annuellement le bilan de sa gestion, à la fois matérielle et financière, ainsi que le projet de budget pour l'année suivante.</p> <p>L'autorisationLa convention précise en outre si l'utilisation des mouillages est subordonnée au règlement par l'utilisateur d'une redevance pour services rendus.</p> <p>Elle ne vaut pas autorisation au titre de la police des eaux.</p>	<p><i>Les modifications suggérées visent à préciser la forme juridique de l'autorisation d'occupation. Le recours à une forme conventionnelle participe à la mise en cohérence de la nature du titre avec son objet, les modalités de son élaboration (qui souvent est effectuée en lien avec le demandeur) et son régime (qui permet la sous-traitance de la gestion des mouillages et la perception de redevances pour services rendus). Cela permet en outre de permettre la modification de la convention, par avenant, pour mieux tenir compte des évolutions du projets ou du milieux pendant la période d'occupation du site d'implantation. Enfin, le quota de bateaux de passage n'est plus fixé par le décret. Le principe demeure car le quota ne peut en aucun cas être nul, mais le il est fixé par le préfet qui tient compte des enjeux locaux liés à la navigation maritime.</i></p>
Article R. 2124-46	Article R. 2124-46	Article 8 du décret n°91-1110
<p>L'autorisation est délivrée à titre précaire et révocable pour une durée maximale de quinze ans.</p> <p>Elle peut être renouvelée sur demande du titulaire. Le refus de renouvellement d'une autorisation expirée n'ouvre droit à aucune indemnité.</p>	<p>L'autorisation est délivréeconsentie, à titre précaire et révocable, pour une durée maximale dequi ne peut excéder quinze ans.</p> <p>Elle peut être renouvelée sur demande du titulaire. Le refus de renouvellement d'une autorisation expirée n'ouvre droit à aucune indemnité.n'est pas constitutive de droits réels au sens des articles L. 2122-5 à L. 2122-14 et n'ouvre droit à aucune indemnité.</p>	<p><i>Les modifications suggérées visent à prévenir le risque d'extension de la durée d'occupation, au delà de la durée de l'autorisation.</i></p>
Article R. 2124-47	Article R. 2124-47	Article 9 du décret n°91-1110
<p>Lorsque l'autorisation est modifiée en cours de validité à la demande du bénéficiaire et que cette modification donne lieu à la délivrance d'un nouveau titre d'autorisation, celui-ci indique, le cas échéant, le montant des dépenses non amorties exposées en vertu du titre antérieur.</p>	<p>Pas de modification</p>	
Article R. 2124-48	Article R. 2124-48	Article 10 du décret n°91-1110
<p>L'autorisation peut être retirée, en totalité ou en partie, avant l'expiration du terme fixé, pour des motifs d'intérêt général ou dans l'intérêt du domaine occupé.</p> <p>L'indemnité à laquelle peut prétendre le titulaire évincé est égale, sous déduction de l'amortissement calculé dans les conditions fixées par le</p>	<p>Pas de modification</p>	

<p>titre d'autorisation, au montant des dépenses exposées pour la réalisation des équipements et installations expressément autorisés, dans la mesure où ceux-ci subsistent à la date du retrait.</p> <p>Ce montant est fixé sur la base des dépenses réelles justifiées à l'administration. Celles-ci sont déterminées à partir du devis joint à la demande d'autorisation, rectifié au plus tard dans les six mois de l'achèvement des travaux ou de chaque tranche de travaux.</p> <p>L'amortissement des équipements et installations édifiés par l'occupant ne peut pas être pratiqué sur une période excédant la validité du titre restant à courir.</p> <p>Lorsque les travaux de démolition et de remise en état des lieux sont effectués dans les conditions prévues à l'article R. 2124-51, le titulaire de l'autorisation est remboursé d'une quote-part des frais exposés pour ces travaux et préalablement agréés par l'administration, directement proportionnelle à la durée d'amortissement dont il a été privé.</p> <p>Lorsqu'une nouvelle autorisation est accordée à une autre personne, cette dernière est substituée à l'Etat pour indemniser le précédent titulaire des investissements qu'il a réalisés, sous les réserves et dans les conditions prévues par le présent article.</p>		
Article R. 2124-49	Article R. 2124-49	Article 11 du décret n°91-1110
<p>Il peut être mis fin à l'autorisation sans indemnité s'il n'en a pas été fait usage à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle elle a été accordée, sauf disposition contraire de l'autorisation.</p> <p>L'autorisation peut également être supprimée en cas de liquidation judiciaire, de décès du titulaire ou de dissolution s'il s'agit d'une personne morale.</p> <p>La résiliation est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.</p>	<p>Il peut être mis fin à l'autorisation sans indemnité s'il n'en a pas été fait usage à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle elle a été accordée, sauf disposition contraire de l'autorisation.</p> <p>L'autorisation peut également être suppriméerésiliée en cas de liquidation judiciaire, de décès du titulaire ou de dissolution s'il s'agit d'une personne morale.</p> <p>La résiliation est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.</p>	
Article R. 2124-50	Article R. 2124-50	Article 12 du décret n°91-1110
<p>En cas d'inexécution des obligations fixées par les dispositions de la présente sous-section, par celles des articles D. 341-2, R. 341-4 et R. 341-5 du code du tourisme et par l'acte de délivrance de l'autorisation, il peut être mis fin à celle-ci sans indemnité, le titulaire entendu.</p> <p>Le retrait est prononcé après mise en demeure et expiration d'un délai qui ne peut être inférieur à un mois. Sa notification est effectuée dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article R. 2124-49 du présent code.</p>	<p>Pas de modification</p>	
Article R. 2124-51	Article R. 2124-51	Article 13 du décret n°91-1110
<p>Les équipements et installations établis par le titulaire de l'autorisation sur la zone de mouillages et d'équipements légers ou utilisés pour son exploitation doivent être démolis à la fin de l'autorisation et les lieux remis en l'état. Ces opérations sont effectuées aux frais du titulaire. Celui-ci en informe le préfet au moins deux mois avant le début des travaux.</p> <p>Il n'est pas procédé à cette démolition :</p> <p>1° En cas de renouvellement de l'autorisation ;</p>	<p>Les équipements et installations établis par le titulaire de l'autorisation sur la zone de mouillages et d'équipements légers ou utilisés pour son exploitation doivent être démolis à la fin de l'autorisation et les lieux remis en l'état. Ces opérations sont effectuées aux frais du titulaire. Celui-ci en informe le préfet au moins deux mois avant le début des travaux.</p> <p>Il n'est pas procédé à cette démolition :</p> <p>1° En cas de renouvellement de l'autorisation ;</p>	<p><i>Les modifications suggérées visent à proscrire le terme de "renouvellement". Ainsi, chaque nouvelle période d'occupation donne lieu à la délivrance d'une nouvelle autorisation. La procédure de délivrance reste donc inchangée, qu'il s'agisse d'un demande initiale ou d'une demande pour poursuivre l'activité.</i></p>

<p>2° Si une autorisation nouvelle est accordée, auquel cas l'obligation de démolition et de remise en l'état afférente à l'autorisation précédente est transférée sur le nouveau titulaire ;</p> <p>3° Si le préfet notifie au titulaire de l'autorisation qu'il exige le maintien de tout ou partie des équipements et installations, auquel cas l'Etat se trouve, à compter de cette notification, subrogé dans tous les droits du titulaire sur ces équipements et installations qui doivent lui être remis en l'état sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre ni à passation d'un acte.</p> <p>En cas de non-exécution des travaux de démolition, il peut y être pourvu d'office aux frais du titulaire de l'autorisation, après mise en demeure restée sans effet dans le délai qu'elle a fixé.</p> <p>Le titulaire de l'autorisation demeure responsable des ouvrages et installations jusqu'à leur démolition complète ou leur remise à l'administration.</p>	<p><u>21°</u> Si une autorisation nouvelle est accordée <u>dans le but de poursuivre l'exploitation de la zone de mouillages et d'équipements légers</u>, auquel cas l'obligation de démolition et de remise en l'état afférente à l'autorisation précédente est transférée sur le nouveau titulaire ;</p> <p><u>32°</u> Si le préfet notifie au titulaire de l'autorisation qu'il exige le maintien de tout ou partie des équipements et installations, auquel cas l'Etat se trouve, à compter de cette notification, subrogé dans tous les droits du titulaire sur ces équipements et installations qui doivent lui être remis en l'état sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre ni à passation d'un acte.</p> <p>En cas de non-exécution des travaux de démolition, il peut y être pourvu d'office aux frais du titulaire de l'autorisation, après mise en demeure restée sans effet dans le délai qu'elle a fixé.</p> <p>Le titulaire de l'autorisation demeure responsable des ouvrages et installations jusqu'à leur démolition complète ou leur remise à l'administration.</p>	
Article R. 2124-52	Article R. 2124-52	Article 15 du décret n°91-1110
<p>Les dispositifs des mouillages et des équipements légers sont réalisés et disposés conformément aux conditions mentionnées dans l'autorisation et maintenus en bon état sous la responsabilité du titulaire, à ses frais ou à ceux des tiers mentionnés à l'article R. 2124-53. Ces dispositifs ne doivent apporter aucune gêne à la navigation dans les chenaux, ni aux mouillages voisins autorisés.</p> <p>Le titulaire de l'autorisation assure par des moyens appropriés la sécurité et la salubrité des lieux, et notamment l'évacuation des déchets et des effluents de toute nature, conformément à la législation en vigueur.</p> <p>Toute modification apportée doit être signalée au chef du service chargé de la gestion du domaine public intéressé.</p>	<p>Pas de modification</p>	
Article R. 2124-53	Article R. 2124-53	Article 16 du décret n°91-1110
<p>Le titulaire de l'autorisation peut, avec l'accord du préfet, confier à un tiers la gestion de tout ou partie de la zone de mouillages et d'équipements légers ainsi que de certains services connexes et la perception de redevances correspondantes. Il demeure toutefois seul responsable vis-à-vis de cette autorité.</p>	<p>Le titulaire de l'autorisation peut, avec l'accord du préfet, confier à un tiers la gestion de tout ou partie de la zone de mouillages et d'équipements légers ainsi que de certains services connexes et la perception de redevances correspondantes. Il demeure toutefois seul responsable vis-à-vis de cette autorité.</p> <p><u>Dans ce cas, il soumet au préfet un projet de convention. L'absence de réponse dans un délais de deux mois vaut accord.</u></p>	<p><i>Les modifications suggérées visent à confirmer la possibilité de sous-traitance de la gestion des ZMEL et à imposer la transmission d'un projet de contrat au préfet afin qu'il rende sa décision.</i></p> <p><i>En outre, dans un souci de simplification des procédures, il est suggéré d'appliquer le principe du SVA pour cette décision.</i></p>
Article R. 2124-54	Article R. 2124-54	Article 17 du décret n°91-1110
<p>Les rapports du titulaire de l'autorisation ou du gestionnaire et des usagers sont régis par des contrats dont les conditions générales sont affichées, accompagnées des tarifs en vigueur, aux lieux où l'on accède normalement aux zones de mouillages et d'équipements légers.</p>	<p>Les rapports du titulaire de l'autorisation ou du gestionnaire et des usagers sont régis par des contrats dont les conditions générales sont affichées, accompagnées des tarifs en vigueur, aux lieux où l'on accède normalement aux zones de mouillages et d'équipements légers.</p> <p><u>Ces contrats précisent notamment que l'attribution et l'utilisation des postes de mouillage dans le périmètre de la zone considérée est conditionnée à la présentation annuelle d'un contrat d'assurance couvrant notamment la responsabilité civile, les dégradations susceptibles d'être causées aux biens ainsi que les frais d'enlèvement du navire en cas d'abandon, de perte de flottabilité ou d'atteinte à la conservation, l'utilisation normale ou la sécurité des usagers du</u></p>	<p><i>Les modifications suggérées visent à imposer la tenue d'une réunion annuelle, organisée par le titulaire, pour rendre compte de façon transparente de sa gestion de la ZMEL.</i></p>

	domaine public maritime.	
Article R. 2124-55	Article R. 2124-55	Article 22 du décret n°91-1110
A l'intérieur de la circonscription d'un grand port maritime ou d'un port autonome, les pouvoirs attribués au préfet par les dispositions de la présente sous-section et par celles de l'article D. 341-2 , des cinquième à septième alinéas de l' article R. 341-4 et de l' article R. 341-5 du code du tourisme sont exercés par le directoire du grand port maritime ou le directeur du port autonome.	Les compétences attribuées au préfet par les dispositions de la présente sous-section et par celles de l'article D. 341-2, des cinquième à septième alinéas de l'article R. 341-4 et de l'article R. 341-5 du code du tourisme, sont exercés par une autre autorité dans les cas suivants : 1° Lorsque la demande d'autorisation concerne une implantation située à l'intérieur de la circonscription d'un grand port maritime ou d'un port autonome, ces compétences sont exercés par le directoire du grand port maritime ou le directeur du port autonome; 2° Lorsque la demande d'autorisation concerne une implantation située dans le périmètre d'immeubles affectés au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, au sens de l'article L.322-6 du code de l'environnement, ces compétences sont exercées, à l'exception de celles prévues à l'article R. 341-4 du code du tourisme, par le directeur du Conservatoire ; 3° Lorsque la demande d'autorisation concerne une implantation située dans le périmètre d'immeuble attribués au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, au sens de l'article L. 322-6-1 du code de l'environnement, ces compétences sont exercées par le directeur du Conservatoire, sous réserve d'y être habilité par la convention d'attribution passée avec l'État.	<i>L'ajout de ces dispositions visent à mettre en cohérence la procédure de délivrance de l'autorisation d'occupation pour les ZMEL avec la répartition des compétences et les orientations retenues pour l'intervention du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres sur le DPM naturel.</i>